

## Dossier documentaire pour « se poser des questions »

1 Google Books Ngram Viewer

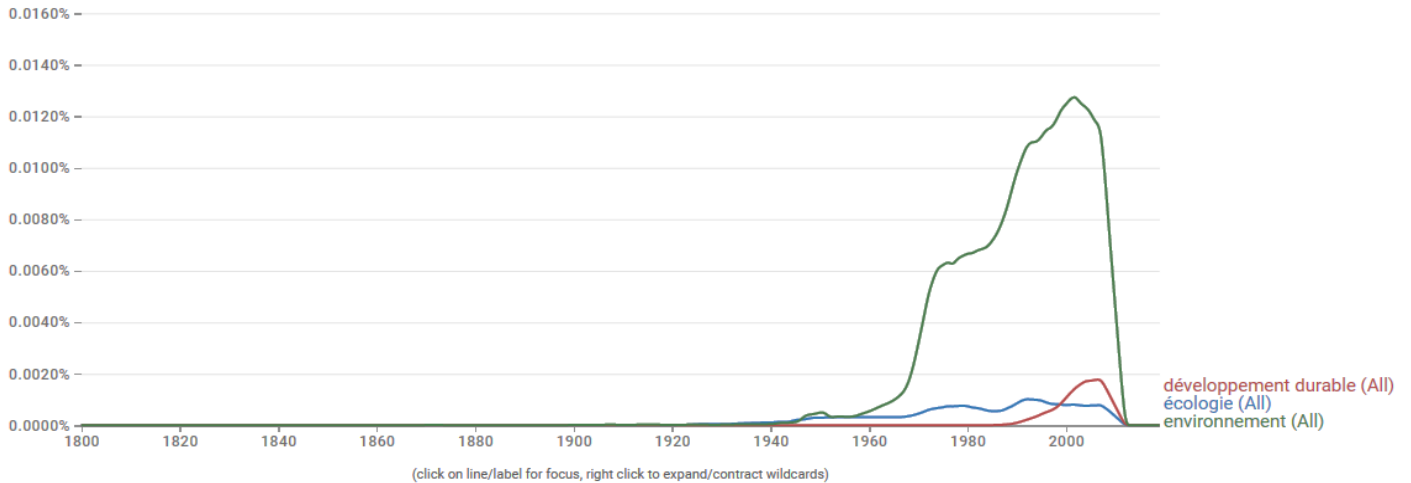
écologie,développement durable,environnement

1800 - 2019

French (2012)

Case-Insensitive

Smoothing of 2



### Graphique :

[https://books.google.com/ngrams/graph?content=%C3%A9cologie%2Cd%C3%A9veloppement+durable%2Cenvironnement&year\\_start=1800&year\\_end=2019&case\\_insensitive=on&corpus=fr-2012&smoothing=2](https://books.google.com/ngrams/graph?content=%C3%A9cologie%2Cd%C3%A9veloppement+durable%2Cenvironnement&year_start=1800&year_end=2019&case_insensitive=on&corpus=fr-2012&smoothing=2), consulté le 3 mars 2023.

**Clé de lecture :** Google Books Ngram Viewer affiche un graphique montrant l'occurrence de phrases, de mots dans un corpus de livres (par exemple, "British English", "English Fiction", "French") durant une période sélectionnée.

L'axe des ordonnées représente le pourcentage d'occurrence des termes recherchés dans un corpus de livres (french, English, ...) présent dans Google Books.

Il est à noter que pour la Belgique, les bibliothèques KULeuven et KBR ont entamé un partenariat avec Google Books pour y incorporer des livres issus de leurs collections.

## 2

La politique environnementale européenne remonte au Conseil européen de Paris de 1972, au cours duquel les chefs d'État ou de gouvernement (au lendemain de la première conférence des Nations unies sur l'environnement) ont déclaré la nécessité d'une politique environnementale communautaire accompagnant l'expansion économique et préconisé un programme d'action. L'Acte unique européen de 1987 a introduit un nouveau titre consacré à l'environnement, qui constitue la première base juridique d'une politique environnementale commune visant à préserver la qualité de l'environnement, à protéger la santé humaine et à assurer une utilisation rationnelle des ressources naturelles. Les révisions ultérieures des traités ont renforcé l'engagement de la Communauté dans la protection environnementale et le rôle du Parlement européen dans son développement. Le traité de Maastricht (1993) a fait de l'environnement un domaine d'action officiel de l'Union européenne, introduit la procédure de codécision et institué le vote à la majorité qualifiée au Conseil en tant que règle générale. Le traité d'Amsterdam (1999) a instauré l'obligation d'intégrer la protection de l'environnement dans toutes les politiques sectorielles de l'Union en vue de promouvoir le développement durable. La « lutte contre le changement climatique » est devenue un objectif spécifique avec le traité de Lisbonne (2009), tout comme le développement durable dans les relations avec les pays tiers. Le traité de Lisbonne a également donné la personnalité juridique à l'Union, ce qui permet à cette dernière de conclure des accords internationaux.

<https://www.europarl.europa.eu/factsheets/fr/sheet/71/politique-environnementale-principes-generaux-et-cadre-de-base>, consulté le 3 mars 2023

3



Greta Thunberg ✓

23 octobre 2020 · 🌐



The real story of the day

Today, eleven months after the European Parliament declared a climate emergency, the very same parliament voted to go ahead with an agricultural policy that - in summary - fuels ecological destruction with almost 400 billion euros. Hundreds of thousands of tweets using [#VoteThisCAPdown](#) asking the MEPs to intervene didn't convince enough MEPs to flip this.

Traduction Facebook d'une partie du message de Greta Thunberg publié sur Facebook le 23 octobre 2020

La vraie histoire du jour

Aujourd'hui, onze mois après que le Parlement européen ait déclaré une urgence climatique, le même parlement a voté pour une politique agricole qui - en résumé - alimente la destruction écologique avec près de 400 milliards d'euros. Des centaines de milliers de tweets utilisant [#VoteThisCAPdown](#) demandant aux députés d'intervenir n'ont pas convaincu assez de députés européens de retourner cela.

Cela a été rendu possible grâce à d'innombrables lobbyistes, mais aussi des éditeurs de nouvelles et des plateformes médiatiques qui n'ont pas réussi à faire leur travail - pour informer les citoyens sur les événements cruciaux qui les Si cela n'arrive pas, les élus ne seront pas tenus responsables de leurs actes et peuvent s'en sortir essentiellement n'importe quoi. Ce n'est pas comme ça qu'une démocratie est censée fonctionner.

Sommes-nous déçus ? Non. Parce que cela voudrait dire que nous nous attendions à un miracle. Pourtant, cette journée a une fois de plus montré l'ampleur du fossé qui se trouve entre les politiques actuelles et où nous devrions être, pour être en conformité avec l'accord de Paris. Et cette journée a montré à quel point c'est aux gens - les gens partout dans le monde, en Europe et dans le monde, de prendre les choses en main. Parce qu'aujourd'hui, ces problèmes ne sont certainement pas traités comme ils le doivent.

Par conséquent, les nouvelles d'aujourd'hui ne sont pas le résultat de cette élection. Au contraire, la majorité des députés européens ont prouvé aujourd'hui qu'ils ne comprennent pas ce que signifie une urgence climatique ou écologique. Ou peut-être que cette majorité a choisi de ne pas comprendre cela, choisie de ne pas faire face à l'urgence climatique. Ou la perte catastrophique de la biodiversité. Ce n'est malheureusement rien de nouveau, cela dure depuis des décennies. Des mots vides, des déclarations vides, des "affaires", des promesses vides suivies d'actions menant dans une direction complètement différente.

4

Agriculteur et agronome installé en Charente-Maritime, **Benoît Biteau** présentait le **programme agricole** de la liste **Europe Ecologie-Les Verts (EELV)** pour les élections européennes, à l'occasion d'une conférence organisée par le SNPAP, le syndicat national de la presse agricole et rurale, mi-avril 2019 [...]

Le polyculteur-éleveur, lui-même candidat en 11e position sur la liste EELV, estime que « l'agriculture doit sortir de sa dépendance au **pétrole** et, en particulier, à la fertilisation azotée ». [...] La **fertilisation azotée**, c'est directement 300 à 400 litres de pétrole par hectare. Avec cet azote de synthèse, on crée une dépendance de l'exploitation au pétrole avant même d'avoir tourné la clé du tracteur. Il faut travailler à des alternatives car cette dépendance sera difficile à tenir dans les prochaines décennies. » [...]

Outre une solution au réchauffement climatique et une alternative au « tout pétrole », les écologistes estiment que l'agronomie constitue le moyen pour parvenir à une « **agriculture 100 % bio et locale** ». [...]

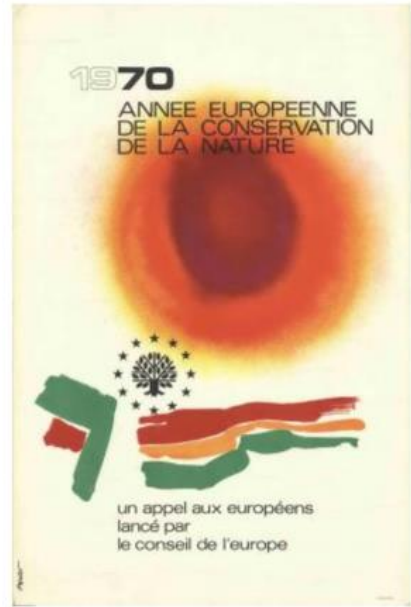
CARPON (A.), [Pour EELV, l'agriculture peut être « 100% bio et locale » grâce à l'agronomie](#), 14 mai 2019, dans [terre-net.fr](#), consulté le 3 mars 2023.

5



Etat d'urgence climatique : ce que prépare l'Europe pour l'environnement, 28 novembre 2019, dans Les Echos (chaîne Youtube), consulté le 3 mars 2023

6



Affiche promouvant l'année européenne de la conservation de la nature impulsée par le Conseil de l'Europe en 1970. L'organisation de ce programme d'action survient dans un contexte d'inquiétude dans les pays industrialisés à l'égard de la dégradation de l'environnement et de l'épuisement possible des ressources. L'objectif est à la fois de sensibiliser les Européens à ces questions mais aussi de coordonner des réseaux d'experts au sein des pays membres du Conseil de l'Europe.

<https://ehne.fr/fr/>, consulté le 3 mars 2023

LA POLÍTICA ECOLÓGICA ANTE LA INCORPORACIÓN A EUROPA

### La integración en la CEE y el medio ambiente

CONCEPCIÓN SÁENZ LAÍN

El programa de acción de las Comunidades Europeas en materia de medio ambiente para el próximo quinquenio comienza a discutirse en Bruselas con ánimo de que sea aprobado durante 1986. España y Portugal asistieron a los debates preliminares, que en este primer momento del año preside el ministro holandés doctor Wiersma, experto en temas energéticos, de quien se espera un eficaz período de gestión que consiga el consenso de todos los ministros de Medio Ambiente de la CEE para la aprobación de una serie de directivas que regulan temas de gran incidencia económica, como el contenido en azufre de los gasóleos, la introducción de catalizadores en los vehículos a motor para reducir los gases contaminantes, la prohibición de verter determinados sustancias químicas, como el clorofórmio y el DDT, a las aguas; el control de la contaminación causada por el vertido de hidrocarburos al mar; la limitación de emisiones contaminantes a la atmósfera procedentes de las grandes centrales térmicas, etcétera.

El marco político general de la CEE considera que, para el desarrollo armonioso de las actividades económicas de los países miembros, los requisitos exigibles a las empresas, que asuman las cargas derivadas de la protección del medio ambiente, son los mismos en todo el ámbito comunitario. Este fue el origen de las medidas comunitarias para la defensa del medio ambiente, junto a la mejora de la calidad de vida y al aprovechamiento de que los recursos naturales debían utilizarse de la manera más eficiente posible. Hoy día, una profusa regulación avanza, mejorando las técnicas, la información y el control sobre la contaminación. Para el tiempo que se revisa la legislación se desprecia la necesidad de contemplar el medio ambiente desde un ángulo globalizador, que integre la dimensión ambiental en toda la planificación económica.

Como ejemplo, en el último Consejo de Ministros de Medio Ambiente, celebrado el pasado mes de noviembre, hubo un debate orientativo sobre la necesidad de establecer las relaciones con la Comunidad de Agricultores, dado que en su seno se tratan temas que afectan en grado sumo a la política ambiental, como la protección de los bosques. Paralelamente, la conservación de la vida silvestre, tema del que hasta hace poco se ocupaba sólo el Consejo de Europa, comienza también a interesar a la CEE, que ha aprobado sendas directivas para la protección de las aves y de las focas, y se ocupa en estos momentos de una manera insistente en la forma de eliminar los graves daños que en los bosques y lagos nórdicos y entrocuerpos ocasionan las lluvias ácidas.

Sobrexplotación. A estas posiciones se ha llegado, por una parte, analizando las consecuencias producidas por la sobrexplotación o el despilfarro de los recursos naturales (agua, suelo, atmósfera, energía, biocenosis). Por la otra, constatando que una vez producida la contaminación o la pérdida de un recurso, es infinitamente más onerosa su reparación que lo hubieran sido las medidas tomadas en origen. De la mano de estos razonamientos se adentra la CEE al aprobar el 27 de junio de 1983 una directiva sobre impuesto ambiental, que establece la necesidad de evaluar los efectos sobre el medio, como requisito previo a la autorización de ciertas obras o instalaciones. El cuarto programa de acción para el medio ambiente, que estará en vigor hasta 1990, consensuó la política preventiva median-

te el desarrollo del instrumento conocido como evaluaciones del impacto ambiental, así como por el inicio de la integración del factor ambiental en las políticas sectoriales: planes energéticos, agrícola, silvicultura, obras públicas, etcétera. Paralelamente, el cuarto programa de acción pondrá un énfasis especial en la vigilancia e información sobre el cumplimiento de toda la legislación comunitaria, lo que implica un conocimiento previo y continuado de la situación ambiental de los Estados miembros, con balances periódicos y planes de descontaminación en las zonas en que los límites establecidos para alguno de los contaminantes regulados se sobrepasen. Esas es el principal reto que la integración en la CEE supone para España en materia de medio ambiente: adecuar los niveles de contaminación mediante planes de saneamiento, optimizar todas las redes de vigilancia para suministrar a la CEE los balances indicadores de nuestra calidad ambiental y armonizar los normativas ambientales vigentes o que se vayan promulgando a las comunitarias.

Estrategia. Pero este milenar país mediterráneo, encuentro de etnias y de culturas, refugio de características y variados espejuelos de la flora y la fauna, cuyos paisajes constituyen, además, un importante recurso turístico de su paisaje ambiental, las singularidades del marco territorial de aplicación, ya que su orografía (el país más montañoso de Europa después de Suiza) y bioclimatología (prolongadas sequías estacionales y frecuentes nevadas o heladas) son factores naturales que determinan la conservación de nuestros recursos. La estrategia de la política ambiental española, que tendrá como marco los objetivos del cuarto programa de acción de la CEE a adelantarse, deberá concretarse en la conservación de los recursos naturales y la mejora de la calidad de vida, para lo que me atrevo a adelantar algunos instrumentos que es preciso desarrollar. — La estrecha coordinación de las administraciones públicas. — La evaluación de nuestros recursos naturales. — La investigación científica sobre tecnologías descontaminantes y neutralización de los desechos. — La capacitación pluridisciplinaria de gestores del medio ambiente. — La información y la participación pública en los procesos de toma de decisiones ambientales.

Concepción Sáenz Laín es directora general del Medio Ambiente.

## 7 L'intégration de la CEE et l'environnement

L'Espagne devra assumer de nouveaux engagements dans le domaine de la protection de l'environnement après son adhésion à la Communauté économique européenne, et elle devra le faire, souligne l'auteur de l'article, en essayant toujours d'équilibrer le développement économique avec la protection de l'environnement.

[...] Le programme d'action des Communautés européennes en matière d'environnement pour les quatre prochaines années commence à être discuté à Bruxelles en vue de son adoption dans le courant de 1986.

L'Espagne et le Portugal participent aux discussions préliminaires [...] pour l'adoption d'une série de directives réglementant des questions d'importance économique majeure. [...]

Aujourd'hui, une réglementation détaillée progresse, améliorant les techniques, l'information et la lutte contre la pollution. Mais en même temps, Dans le cadre de la révision de la législation, il est nécessaire d'envisager l'environnement d'un point de vue global, intégré et durable. [...]

Jusqu'à récemment, seul le Conseil de l'Europe se préoccupait de cette question, mais la CEE commence elle aussi à s'y intéresser. La CEE, qui a adopté des directives relatives à la protection des oiseaux et à la protection des phoques, et se concentre désormais sur les moyens d'atténuer les graves dommages causés aux forêts et aux lacs dans les pays nordiques et d'Europe centrale. et des lacs en Europe nordique et centrale. les pluies acides dans les forêts et les lacs des pays nordiques et d'Europe centrale.

Traduction de l'article d'El País, *La integración en la CEE y el medio ambiente*, 30 juin 1986. Traduit avec [www.DeepL.com/Translator](http://www.DeepL.com/Translator) (version gratuite)

[https://www.cvce.eu/obj/integration\\_dans\\_la\\_cee\\_et\\_l\\_environnement\\_dans\\_le\\_pais\\_30\\_juin\\_1986-fr-44090640-09f8-4938-a0c1-a17f72ae970b.html](https://www.cvce.eu/obj/integration_dans_la_cee_et_l_environnement_dans_le_pais_30_juin_1986-fr-44090640-09f8-4938-a0c1-a17f72ae970b.html)